



**Conseil économique
et social**

Distr.
GENERALE
E/CN.4/Sub.2/2001/NGO/16
6 juillet 2001

Original: FRANCAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

Sous-Commission de la promotion et de
la protection des droits de l'homme
Cinquante-troisième session
Point 3 de l'ordre du jour provisoire

L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

Exposé écrit*/ présenté par la Fédération internationale des Ligues des droits de l'homme,
organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif spécial

Le Secrétaire général a reçu l'exposé écrit suivant, qui est distribué conformément à la
résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

[29 juin 2001]

*/ Exposé écrit publié tel quel, en français, sans avoir été revu par les services d'édition.

La lutte contre l'impunité constitue une priorité pour la FIDH dans la mise en œuvre de ses activités - rappelée lors de ses deux derniers Congrès à Dakar en novembre 1997 et à Casablanca en janvier 2001. La FIDH est convaincue que la répression des violations massives des droits de l'Homme et du droit international humanitaire qui constitutives notamment de crimes internationaux, tels que le génocide, le crime contre l'humanité ou les crimes de guerre, constitue un enjeux essentiel pour les années à venir. L'impunité des criminels internationaux est un obstacle majeur pour la paix et pour le respect des droits de leurs victimes. Celles-ci ont besoin de voir leurs souffrances reconnues et leurs bourreaux sanctionnés. C'est à ce prix que l'esprit de vengeance et l'engrenage de la violence peuvent être enrayerés.

La nécessité de lutter contre l'impunité a été reconnue par la communauté internationale au cours des dernières années. L'adoption par 120 Etats à Rome en juillet 1998 du statut de la Cour pénale internationale (CPI), discuté depuis plusieurs dizaines d'années, a suscité de nombreux espoirs et relancé la dynamique de la lutte contre l'impunité, déjà encouragée par la mise en place des deux tribunaux *ad hoc* pour le Rwanda et l'ex-Yougoslavie. La CPI, constituée à n'en pas douter un formidable pas en avant dans ce combat, mais ne signifie pas que les victimes ont trouvé là une solution assurée de se voir rétablies dans leurs droits. Comme inscrit dans son statut, la CPI est complémentaire des juridictions nationales et sa future mise en place devrait donc être de nature à encourager les juridictions nationales à jouer pleinement leur rôle dans la poursuite et le jugement des individus auteurs de violations graves des droits fondamentaux qui constituent des crimes internationaux.

Lorsque la justice nationale est indépendante, effective et fiable et que la législation nationale le permet, les auteurs présumés de crimes internationaux doivent être jugés en priorité par les tribunaux de leur propre pays. Malheureusement, beaucoup d'Etats n'ont pas su ou pas voulu incorporer dans leur droit national les standards minimums d'une justice pénale permettant de poursuivre les auteurs présumés de crimes internationaux.

C'est pourquoi la reconnaissance du principe de la compétence universelle est essentielle. La compétence universelle, consacrée par le droit international, par exemple dans la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants adoptée à New York en 1984, permet de poursuivre les auteurs de crimes internationaux quel que soit l'endroit où ces crimes ont été commis, et quelle que soit la nationalité des criminels. Ces crimes, par leur nature, touchent l'Humanité toute entière, et toute juridiction indépendante est légitime pour les juger. La FIDH considère que le développement de la mise en œuvre de la compétence universelle est une nécessité absolue, car elle garantit que les responsables des atrocités les plus odieuses ne seront en sécurité nulle part.

La FIDH se joint donc à la satisfaction presque unanimement exprimée à l'issue du procès mené en Belgique contre des rwandais qui ont participé au génocide qui a meurtri ce pays en 1994. Ce type de procédure constitue l'illustration parfaite de l'articulation qui doit se mettre en place entre les justices nationales et les juridictions internationales, ces dernières n'ayant pas vocation à pour juger les auteurs des violations.

En pratique, la mise en œuvre du principe de compétence universelle reste trop souvent soumise à des obstacles généralement plus politiques ou diplomatiques que juridiques - qui en limitent l'effectivité. La FIDH, regrette ainsi l'interférence de l'exécutif sénégalais à l'égard du pouvoir judiciaire, empêchant que se tienne le procès de l'ancien président tchadien Hisseine Habré, et se joint aux deux rapporteurs spéciaux de la Commission des droits de l'Homme de l'Onu (le rapporteur sur l'indépendance des juges et des avocats, et celui sur la torture) qui, le 28 juillet 2000, ont exprimé leur préoccupation quant aux conditions ayant conduit à l'annulation de la procédure engagée à l'encontre d'Hisseine Habré et insisté sur l'obligation d'assurer la répression des actes de torture. L'inculpation de ce dernier dans un pays africain et à l'initiative d'organisations tchadiennes constituait un signal fort que l'impunité n'est pas une fatalité et que la compétence universelle peut et doit aussi s'exercer dans les pays du Sud. L'interruption de la procédure pour des raisons manifestement politiques

constitue une immense déception pour les victimes et pour tous ceux que la défense des droits de l'Homme préoccupe.

La FIDH appelle donc la sous-commission des droits de l'Homme à:

- rappeler la nécessité de la répression des crimes internationaux (génocide, crime contre l'humanité, crimes de guerre) et des autres violations des droits de l'Homme, qui constituent une insulte à la dignité de la personne humaine et sans laquelle la proclamation de ces droits reste vaine,
- renouveler et approfondir son invitation faite aux Etats de coopérer entre eux pour la mise en œuvre de la compétence universelle, exprimée dans sa résolution 2000/24 du 18 août 2000, afin notamment d'assurer par la dissuasion l'effectivité des droits de l'Homme et du droit humanitaire tels que consacrés par le droit international conventionnel et coutumier,
- insister sur l'indispensable indépendance de la justice, sans laquelle ce type de poursuites ne peut s'effectuer sereinement et aboutir à un procès juste et équitable, à l'abris des pressions de tous ordres,
- souligner l'obligation faite aux Etats par le droit international général d'assurer la répression des crimes internationaux.
